

Combien de classes pour combien de mondes ?

A l'occasion de la publication de son dernier livre *Le petit-bourgeois gentilhomme*, La moyennisation de la société¹, Le Passant Ordinaire a rencontré le sociologue Alain Accardo.

Jean-Marie Harribey : Alain Accardo, dans votre livre *Le petit-bourgeois gentilhomme*, vous revenez sur un thème qui vous est cher : « la solidité du consensus tient beaucoup plus au caractère implicite et inconscient de l'adhésion à l'ordre établi qu'à sa part intentionnelle et explicite ». C'était déjà le fil conducteur de votre précédent livre *De notre servitude involontaire*². En quoi l'importance prise par les classes moyennes participe de cette tendance, voire la renforce-t-elle ? Les classes moyennes feraient-elles preuve d'un degré d'inconscience de la réalité objective plus important que les autres couches de la société ? Ou bien leur « consentement joyeux » est-il plus enivrant ? En prenant le problème à

l'envers, les couches populaires de la société seraient-elles davantage préservées des « illusions nées de l'ignorance de ses propres limites et de ses propres déterminations d'origine sociale » ?

Alain Accardo : On met souvent, en effet, le consensus de fond qui cimente l'ordre social et assure sa stabilité en dépit des secousses et des ruades incessantes dont il fait l'objet, sur le compte d'une adhésion sinon toujours très réfléchie, du moins consciente et intentionnelle, de la grande majorité de la population, adhésion qui s'expliquerait principalement par le fait que les gens ont peu ou prou le sentiment qu'il est de leur intérêt de soutenir cet ordre-là et qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner à des changements profonds. A quoi on ajoute volontiers que ce sentiment est en permanence entretenu par la propagande efficace des tenants de l'ordre établi.

Une telle explication n'est évidemment pas fautive. Elle est seulement insuffisante car il s'en faut, et de beaucoup, qu'elle puisse rendre compte de tout ce qui fait adhérer un agent social au monde où il vit. La prise de conscience, la réflexion, le calcul, la persuasion peuvent venir justifier et conforter l'adhésion, ou parfois la remettre en question, mais dans tous les cas, celle-ci pré-existe à toute démarche consciente et délibérée. L'ordre social s'assure l'obéissance et le soutien de ses membres bien avant qu'ils soient en mesure d'en discuter, et même bien après qu'ils ont commencé à le faire. Comme le soulignait déjà Spinoza, l'ordre établi ne s'impose pas tant par la coercition que par cette « volonté qu'il installe en nous de nous plier à son usage », notre « sens pratique, socialement constitué » dirait Bourdieu. Le conditionnement auquel ils sont soumis depuis leur naissance a pour effet de faire incorporer aux individus un ensemble structuré de propriétés physiques, affectives, intellectuelles, etc., qui, à mesure de leur acquisition, les rendent capables de s'adapter sans effort et sans réflexion particulière aux conditions sociales d'existence que leur réserve leur milieu, au point de « faire corps » avec celui-ci. Bien entendu, il est en principe toujours possible à un individu de prendre conscience, au moins en partie et après

coup, des conditionnements dont il est l'objet et de travailler délibérément à les consolider ou à s'en libérer. La mise en évidence des effets de la socialisation et de la capacité de toute société humaine à façonner les types d'individus dont elle a besoin pour durer est un des acquis les plus fondamentaux de la science sociale. Mais l'idéologie dominante répugne à intégrer ce constat fondamental et à en tirer toutes les conséquences dans sa vulgate anthropologique : la notion d'un inconscient sociologique est difficilement compatible avec celle d'un libre-arbitre originel souverain. De surcroît, elle entretient une conception très idéaliste de la toute-puissance des idées, une mythologie de la « prise de conscience » en vertu de laquelle il suffirait de prendre conscience de ce qui nous fait agir, pour être du même coup en mesure de modifier à volonté nos comportements. Cette croyance intellectualiste est constamment démentie par l'expérience. Même des idées parfaitement claires peuvent rester inopérantes contre des dispositions profondément intériorisées qu'on ne peut modifier qu'au prix de longs et parfois douloureux efforts. La prise de conscience est sans doute nécessaire, mais non suffisante. C'est pourquoi on est en droit de dire que, même si on ne peut en toute rigueur considérer les effets de la socialisation des individus comme irréversibles, en vertu du principe que ce que des conditions sociales données ont fait, d'autres conditions sociales peuvent ultérieurement le défaire ou le refaire autrement, on doit bien reconnaître qu'en pratique les dispositions les plus intériorisées et incorporées présentent une très forte inertie qui les fait résister aux changements extérieurs. On peut le vérifier en permanence sur soi-même et sur les autres.

Le façonnement social tendant à faire acquérir durablement aux agents sociaux les propriétés compatibles avec un certain type de conditions d'existence est évidemment un phénomène généralisé auquel nul n'échappe, pas plus les membres des classes populaires que ceux des classes supérieures ou des classes moyennes, la reproduction même de la structure des classes sociales étant un des effets de la socialisation. Il importe que chacun apprenne à s'accommoder de la place qui lui est assignée et de celles qui sont assignées aux autres comme si l'ordre social était un ordre naturel et immuable.

Si je m'intéresse plus particulièrement au rôle joué par nos classes moyennes dans la reproduction sociale, cela ne signifie pas que les classes populaires n'y prennent aucune part. Il y aurait au contraire beaucoup à dire à ce sujet. Mais dans l'état présent des choses, dans un pays comme le nôtre, au stade actuel de son développement, il me paraît particulièrement important de réfléchir à la situation et aux stratégies des différentes fractions de la petite-bourgeoisie qui constituent les classes moyennes, sorte de nébuleuse centrale et en expansion des sociétés « développées ».

JMH : Vous définissez la « moyennisation » de la société comme un processus surtout qualitatif : l'influence des classes moyennes grandit dans la société bien au-delà de leur poids numérique car l'économie s'est tertiairisée et les niveaux de vie et d'instruction se sont élevés depuis la seconde guerre mondiale en Europe occidentale, suivant en cela le modèle américain. Comment peut-on concilier l'idée que ces classes moyennes exercent une influence grandissante dans la société et l'idée qu'elles aspirent à s'identifier, à s'intégrer aux dominants, bref à les singer, donc à rester dominées ?

AA : Il est vrai qu'il y a là une sorte de contradiction mais celle-ci est d'abord objective. Du fait même de leur position intermédiaire dans le continuum des classes sociales, les classes

moyennes sont à la fois et indissociablement dominantes et dominées, à un degré variable suivant la fraction considérée. L'histoire sociale de ces couches est d'ailleurs éclairante. Dans toutes les sociétés où se sont développées historiquement des classes moyennes, par exemple dans la Rome impériale, ou dans les sociétés occidentales, profondément inégalitaires, de la Renaissance au XVIIIe siècle, le rang de chacun étant fixé par la naissance, les roturiers des classes moyennes n'avaient d'autre moyen d'accéder pleinement aux classes supérieures que l'anoblissement. L'argent et le savoir ne suffisaient pas à assurer une totale intégration des « parvenus » au monde de l'aristocratie, du patriciat, des « bien nés », bref de ceux qui étaient par essence et de droit divin les vrais maîtres du monde, lointains et fascinants. Lorsque, à la suite des évolutions et des révolutions d'où est sorti le monde développé contemporain, la grande bourgeoisie a supplanté l'ancienne noblesse, ces nouveaux dominants ont conservé pour une part l'aura, la capacité de fascination et d'attraction qu'exerce toute puissance sociale sur ceux qui y sont soumis, mais en même temps la mythologie propre aux régimes républicains démocratiques, en répudiant le droit divin et en surestimant grandement les chances de mobilité ascendante et de promotion sociale, a rendu ces positions dominantes moins inaccessibles en apparence et en droit qu'elles ne le sont en fait et aiguisé les ambitions et les aspirations des petits-bourgeois à s'y élever.

Mais ce qui est sans doute le trait le plus caractéristique de la situation actuelle, c'est que la petite-bourgeoisie est devenue elle-même globalement une puissance sociale (je dis globalement parce que le constat doit être modulé selon les fractions considérées, certaines d'entre elles étant même en voie de déclin). D'abord par le nombre considérablement accru des positions intermédiaires et de la population qui les occupe. Ensuite par la qualité des contributions apportées au fonctionnement du système. Les classes moyennes ont toujours fourni aux classes supérieures les auxiliaires indispensables à l'imposition et à l'entretien de leur domination. Aujourd'hui, les fractions les plus impliquées dans cette collaboration sont non seulement plus nombreuses mais aussi plus riches en capitaux divers et particulièrement en capital culturel du fait d'un niveau d'études de plus en plus élevé et spécialisé. Aux artisans, commerçants, enseignants et professions libérales, sont venus s'ajouter d'autres groupes, en particulier des cadres de tous niveaux, dont les carrières ont aux yeux des classes moyennes le même attrait que les carrières militaires et ecclésiastiques à une époque antérieure. Toutes ces catégories sociales ont progressivement pris la mesure du caractère irremplaçable de leurs talents et compétences qu'elles ont appris à monnayer au plus haut prix et elles ont pris davantage conscience de la force qu'elles détiennent à la fois sur le plan professionnel, économique et politique, dans un système où, chose nouvelle, du fait d'un investissement privilégié dans les activités de production et de diffusion des biens symboliques, de faire-voir et faire-savoir, en particulier dans les ateliers de l'information, de la communication, de la modélisation, du conseil, etc., elles ont la possibilité de travailler en permanence non pas seulement à la célébration du mode de vie des dominants, mais à la mise en scène et à la légitimation de leur propre style de vie. De sorte qu'on voit aujourd'hui se développer et se répandre, en concurrence avec la culture légitime traditionnelle, dont le vecteur essentiel reste la formation scolaire et universitaire, une « culture moyenne » qui trouve dans les médias sa source et son véhicule. Et on comprend qu'aux yeux des classes populaires, le modèle par excellence de la réussite sociale soit non pas celui de la grande bourgeoisie dont elles

ignorent à peu près tout, mais celui de cette petite-bourgeoisie salariée ou non qui a accédé à l'American way of life et qui, par tous les moyens de la publicité et du tapage médiatique se donne à elle-même en même temps qu'aux autres le spectacle de son excellence auto-proclamée et du bonheur dans la consommation.

Pour toutes ces raisons on a vu, au cours des dernières décennies, s'accuser le contraste entre les deux aspects fondamentaux du rapport compliqué que les classes moyennes entretiennent avec les classes supérieures (il faudrait de même analyser leur rapport ambigu avec les classes populaires) : entre d'une part, l'attitude de soumission, d'admiration et de gratitude qui est traditionnellement celle des dominés envers les dominants, et d'autre part, l'attitude de concurrence, voire de contestation de la supériorité des dominants, qui se manifeste particulièrement dans les élites des classes moyennes qui ont fini par constituer un véritable

« établissement » en compétition ouverte avec son homologue grand-bourgeois. L'évolution sociologique et doctrinale du parti socialiste depuis plus de deux décennies, avec sa « gauche caviar », en est une illustration quasi idéale-typique.

JMH : Pour vous, il y a « une adhésion de fond des classes moyennes à l'ordre existant, sans laquelle le consensus social serait bien compromis ». Le mouvement social de 1995 et plus encore celui du printemps 2003 ont été le fait des couches sociales qui constituent l'essentiel des classes moyennes, de vos « petits-bourgeois gentilshommes », les enseignants étant sans doute la figure la plus emblématique de la fonction publique. Comment expliquer, alors qu'ils auraient dû être les plus inféodés au nouvel ordre néo-libéral, qu'ils aient porté la critique la plus forte de ces dernières années contre la remise en cause des services publics et contre la marchandisation de l'école, de la santé et des retraites. La lutte sociale de ces derniers mois fut autre chose qu'une petite bataille « cantonnée sur le plan des mœurs et des relations ». Ne peut-on pas y voir le résultat d'une précarisation de la condition objective de ces couches, voire une prolétarianisation rampante ? Si l'on additionne les catégories populaires des ouvriers et des employés, on arrive à un chiffre d'environ 60% de la population active française. Où sont alors les vrais « petits-bourgeois gentilshommes » ? Vous écrivez : « Que serait la logique du grand capital sans l'intervention zélée, compétente et convaincue de ces myriades d'auxiliaires salariés qui, à des échelons divers, encadrent, dirigent, surveillent, contrôlent, entretiennent, expertisent, conseillent et optimisent le fonctionnement de la mécanique à broyer de l'humain, contribuant ainsi à la banalisation du mal dont parlait Hannah Arendt. » Certes, mais ne s'agit-il pas, à peu de choses près, que de la catégorie statistique des cadres supérieurs qui représentent 20% environ de la population active ? La frénésie qui a saisi ces couches pour aller boursicoter et connaître les « émotions exquises et bouleversantes » de la spéculation que vous stigmatisez avec un humour féroce n'est jamais le fait que d'une minorité : en France, le nombre d'actionnaires reste stable autour de 6 millions.

AA : Le consensus social est un processus dialectique. Il y a toujours du dissensus dans le consensus, de l'agitation de surface qui masque le calme des grands fonds. L'adhésion de fond des classes moyennes à l'ordre établi n'exclut en aucune façon qu'une partie d'entre elles se mobilise à un moment ou à un autre pour se lancer dans une vigoureuse contestation, quand elle estime ses intérêts menacés (d'autant qu'elle subit, vous avez raison de le

souligner, une forme de prolétarianisation rampante dans de nombreux secteurs, comme je l'ai constaté moi-même en enquêtant sur la précarité journalistique). Toute la question est de savoir ce qui est contesté et à quelles fins. Il ne suffit pas de se dresser contre la politique d'un ministre pour faire la preuve qu'on n'est pas « inféodé au néo-libéralisme ». En 2003, comme en 1995, les principales revendications portaient sur le travail et tout ce qui s'y rattache (durée, pénibilité, salaires, carrières, retraites, etc.) et non sur la nature du système capitaliste. Il est évidemment important et significatif qu'à l'occasion de ces mobilisations, on entende désormais s'exprimer AUSSI, de plus en plus clairement, une critique du système, une remise en question du mode de vie, une volonté de rupture avec la logique et la philosophie du capitalisme. Mais pour autant, il serait excessif d'en conclure que la majorité, non pas des classes moyennes dans leur ensemble, mais même des seules fractions mobilisées, adhère à un projet révolutionnaire et appelle de ses vœux un véritable socialisme. Il n'est même pas sûr que ce soit là la perspective du mouvement altermondialiste. Et il est encore moins sûr que ces mêmes catégories contestataires ne ramèneront pas au pouvoir, en France, une « gauche de gouvernement » décidée à parachever, avec les euphémismes et les simagrées d'usage, son entreprise sociale-libérale d'aménagement du système capitaliste. En tout cas, les dirigeants du PS semblent y compter fermement.

JMH : Si le consensus social, et donc la stabilité de l'ordre social, sont fonction du degré d'intériorisation des normes de l'« homo œconomicus capitalisticus », et si ces normes sont aussi bien incorporées par les «petits-bourgeois gentilshommes », quelles chances reste-t-il pour la contestation des aspects à la fois objectifs et subjectifs du système capitaliste ? Y a-t-il encore une place pour le projet de son abolition ? Vous énoncez une critique radicale du renoncement de la social-démocratie à en finir avec le capitalisme et de son empressement à bannir, « à disqualifier l'idée même de révolution ». Mais la social-démocratie n'a-t-elle pas fait la même analyse que vous, à savoir « l'embourgeoisement des petits gentilshommes ». Ce qui voudrait dire qu'il n'y aurait plus de base sociale capable d'assumer et d'assurer l'abolition des rapports sociaux capitalistes. Ne faut-il pas dès lors nuancer le propos de l'embourgeoisement ? Par ailleurs, les ravages de la mondialisation ne montrent-ils pas la relativité de ce phénomène à un tout petit pôle de la planète ?

AA : La probabilité pour que les classes moyennes se mobilisent massivement contre le système capitaliste est en effet plutôt mince dans l'état actuel des choses. Même quand elles le critiquent, ce qui n'est le cas que d'une partie d'entre elles, cette opposition s'exprimant sur fond d'acceptation aboutit à une démarche réformiste qui menace d'autant moins le cœur économique du système que celui-ci a su faire preuve de plus de souplesse et de permissivité sur le plan des mœurs en donnant satisfaction à des revendications libertaires qui ont l'avantage de laisser intacte la puissance du capital. Les classes moyennes sont désormais trop compromises dans le fonctionnement des structures, trop ligotées par les institutions et trop intéressées à la stabilité de l'ordre social pour qu'on puisse raisonnablement espérer y voir se multiplier des démarches radicales.

Mais ça, c'est le point de vue de l'entendement, de l'analyse rationnelle, celui qui vraisemblablement a conduit les théoriciens de la social-démocratie à abandonner toute perspective révolutionnaire. On ne pourrait que souscrire à cette analyse si ne persistait chez beaucoup d'entre nous, hommes et femmes de gauche, envers et contre tous les

pessimismes de l'intelligence, cet optimisme de la volonté dont parlait Gramsci, comme une flamme vivace qui refuse de s'éteindre et qui interdit, même dans les pires circonstances historiques, de désespérer du genre humain.

Au demeurant, cet optimisme n'est pas totalement irrationnel, pas totalement dépourvu de fondement. Les classes moyennes ont toujours manifesté une double postulation, d'une part vers des valeurs temporelles (de pouvoir, de réussite matérielle, de confort, d'efficacité, de rentabilité, etc.) qui s'accordent bien avec l'orthodoxie capitaliste, et d'autre part vers des valeurs plus spirituelles (de vérité, de justice, de liberté, de responsabilité, de respect de la personne, etc.) qui sont foncièrement hérétiques et ne trouvent plus aujourd'hui leurs conditions de félicité. C'est le grand triomphe du capitalisme d'avoir su imposer un « nouvel esprit », qui valorise comme fins ultimes de l'existence la puissance temporelle et son instrument l'argent, la quête ininterrompue du plaisir des sens, le culte du moi et la jouissance personnelle, etc. Pour autant, les valeurs spirituelles ne sont pas éradiquées. On continue à leur rendre hommage, ne serait-ce que celui du vice à la vertu. Elles persistent comme des ferments enfouis qui peut-être un jour serviront de levain à une immense majorité et plus seulement à une minorité morale. Ce qui a fait la force du capitalisme aux yeux des classes moyennes, c'est sa capacité infinie d'enrichissement. Ce qui causera peut-être sa perte, c'est son effrayante pauvreté morale. Peut-être le petit-bourgeois obsédé de réussite matérielle et de distinction nobiliaire finira-t-il par se fatiguer de courir après des ombres, par prendre la mesure exacte du caractère proprement dérisoire des accomplissements et des consolations que le système lui propose, du caractère injustifiable et intolérable des inégalités monstrueuses dont il lui faut s'accommoder, du caractère indigne de sa connivence avec les puissants de ce monde. Alors une révolution véritable, celle des structures internes comme des structures externes, sera chez nous en marche. A bien des frémissements d'ailleurs on peut voir qu'elle a commencé.

Cela dit, ne perdons pas de vue que même si les classes moyennes occidentales devaient rester aliénées dans le système d'oppression et d'exploitation du capitalisme, il y a d'autres forces, encore plus nombreuses, à la surface de la planète, qui continueront à se battre. Je pense évidemment à l'énorme masse du prolétariat ouvrier et paysan des pays pauvres dont l'éveil lent et douloureux à la lutte des classes mondialisée pose précisément aux classes moyennes des pays riches la question décisive, que beaucoup voudraient ne pas entendre, de savoir dans quel camp elles se situent : celui des minorités profiteuses et jouisseuses, fédérées sous une bannière étoilée, ou celui de l'immense armée des traîne-misère qui se cherchent un étendard.

** Sociologue, enseignant honoraire de l'Université de Bordeaux-III. Il est l'auteur de différents ouvrages, dont Introduction à une sociologie critique-lire Bourdieu (Le Mascaret) ; Journalistes précaires (Le Mascaret) ; De notre servitude involontaire (Agone).*

(1) Bruxelles, Ed. Labor, Ed. Espaces et Libertés, 2003.
(2) Marseille, Ed. Agone, 2001.

Jean-Marie Harribey